

Le 12 avril 1994

*Le Général*  
*Chef de l'Etat-Major Particulier*

- N O T E -  
-----

à l'attention de Monsieur le Président de la République

---  
Signé  
H. Vedrine

O B J E T : Conseil restreint du mercredi 13 avril 1994.  
Situation en BOSNIE et au RWANDA.

La réunion interministérielle, présidée par le Premier ministre, s'est tenue à 10 heures ce matin et a traité de la Bosnie et du Rwanda.

1.- BOSNIE -

Malgré deux frappes aériennes de l'OTAN à GORAZDE les tirs serbes continuent, une nouvelle frappe aérienne n'est pas à exclure, M. AKASHI a donné délégation au Général de LAPRESLE. Le Général MLADIC affirme sa volonté de prendre la ville. L'escalade est en cours et on s'oriente vers un affrontement ONU-OTAN contre les Serbes bosniaques.

Au contraire, M. AKASHI, reçu par M. JUPPE, pense qu'il ne s'agit que d'un baroud d'honneur avant un cessez-le-feu général.

M. JUPPE et M. LEOTARD estiment l'approche juridique et les procédures correctes (résolution 836 et délais courts) mais politiquement inadaptée et militairement dangereuse.

M. JUPPE est partisan d'une initiative diplomatique visant à interrompre cette escalade : il convient de prendre acte des succès mais des limites des actions bilatérales et d'élargir la Présidence de la conférence de Londres en ajoutant à l'ONU et à l'Union Européenne la Russie et les Etats-Unis.

M. OWEN y est favorable et accepterait aussi deux adjoints français et allemand. Une réunion pourrait se tenir en France à proximité de Genève.

M. BALLADUR est favorable à cette idée et compte vous en parler demain matin après que M. JUPPE ait pris contact avec ses homologues.

Il a confirmé avec force sa volonté de réduire nos effectifs engagés en ex-Yougoslavie. L'Amiral LANXADE lui a indiqué que d'ici octobre 1994, le volume de nos forces sur le terrain passerait de 6.000 à 4.500 (non-renouvellement du bataillon de Glina). ←

Il est défavorable à l'envoi d'une compagnie française à GORAZDE en cas de cessez-le-feu, M. JUPPE en serait plutôt partisan, M. LEOTARD "prudent". Il a confirmé à l'Amiral LANXADE de donner une réponse "suspensive" à la FORPRONU. Nous avons dit au Premier ministre qu'il devait aborder ce problème avec vous.

Commentaire : Nous estimons que l'idée de M. JUPPE est pertinente pour éviter l'escalade et qu'en cas de cessez-le-feu l'envoi d'une compagnie française, prise sur le dispositif de SARAJEVO, à GORAZDE, serait cohérent avec nos responsabilités politico-militaires dans la zone. Toutefois, ce geste devrait être payé de retour par l'ONU dans d'autres domaines.

## 2.- RWANDA -

L'évacuation des Français est terminée. Seules restent sur place une vingtaine de personnes, principalement des religieux, qui n'ont pas voulu partir.

La famille proche du Président rwandais a été évacuée, selon vos directives, par nos soins. Sa parentèle, une centaine de personnes, s'est ex-filtrée vers le nord-ouest pour passer sans doute au ZAIRE compte tenu des liens personnels entre le Maréchal MOBUTU et le Président HABYARIMANA.

Le FPR poursuit son offensive et malgré des contre-attaques locales des Forces Armées Rwandaises, contrôle de plus en plus KIGALI.

Les Belges prennent progressivement notre place au fur et à mesure du repli de notre dispositif vers l'aéroport. Notre ambassade a été fermée ce matin. Le retrait de nos troupes (500) devrait être terminé mercredi en fin d'après-midi. Seuls resteront sur place, à la demande des Belges, pour quelques jours, une trentaine d'hommes des forces spéciales pour conserver à cette opération un caractère

international et permettre si possible, après négociation, de récupérer les corps de nos deux coopérants gendarmes et de l'épouse de l'un deux probablement tués dès le début des événements par le FPR.

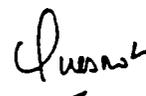
3. DIVERS -

M. JUPPE souhaite que la France se retire du dispositif ARTIMON chargé du contrôle maritime de l'embargo irakien du port jordanien d'AQABA afin d'empêcher les Américains d'en obtenir le bénéfice politique par une mesure unilatérale de retrait.

M. BALLADUR souhaiterait que le Conseil restreint se termine au plus tard à 11 H 50 compte tenu de ses obligations.

  
Dominique PIN

  
Jean VIDAL

  
Général QUESNOT